



LES ORIGINES DE LA CRISE

Par Yovan Menkevick, du site Reflets.info

(<http://reflets.info/>)

Compilation d'articles mis en ligne du 5 novembre au 14
novembre 2011

Sommaire

Origines de la crise – Épisode 1 : « Mais pourquoi, pourquoi, pourquoi...? »	3
Origines de la crise – Épisode 2 : « Tu l'a vu mon gros baril ? »	7
Origines de la crise – Épisode 3 : « I belieeeeeeve i caaaaan fly »	13
Origines de la crise – Épisode 4 : « Si tu recules je te dérégule... »	18
Origines de la crise – Épisode 5 : « CDO et p'tites pépées... »	24
Bonus 1 : Noooooon, m'enlève pas mon AAA !.....	34
Bonus 2 : BCE, Italie, Grèce : les pyromanes prennent le pouvoir	41

Origines de la crise – Épisode 1 : « Mais pourquoi, pourquoi, pourquoi...? »

Ou « Comment boire du Coca-Cola rend plus fort (et peu fada aussi) ».



Ah les lecteurs sont tenaces et demandent des comptes : ils ont raison. Parce qu'après tout c'est bien beau de se la jouer à expliquer « comment qu'on en est arrivé là », mais sans donner les motivations et le pourquoi, c'est moins bien. Surtout au vu du résultat actuel, pas franchement ragoutant. Enfin pas pour tout le monde, comme nous finirons par le voir.

Un peu d'histoire : il était une fois un petit moustachu très hargneux...

...qui avait décidé d'envahir l'Europe, voir le monde, et qui, après avoir massacré plus de 6 millions de personnes de façon industrielle a fini par se prendre une magistrale dérouillée (administrée par les boy's dont les ancêtres avaient eux-mêmes massacré quelques millions d'indigènes qui n'avaient rien demandé, ainsi que par les buveurs de Vodka qui avaient eux aussi pas mal de morts déportés en Goulag, mais la contradiction n'étouffe personne en ce bas monde).

Bien entendu, à la presque fin de cette immonde période (qui avait été en grande partie causée par une crise boursière et bancaire étatsunienne débutée en 1929, crise qui avait plongé le vieux continent dans la récession et permis au moustachu hargneux d'accéder au pouvoir dans son pays), l'économie occidentale était dans un état un peu bizarre. C'est donc là, en 1944, à Bretton Woods (USA) qu'un « super plan économique » des nations alliées (44 en tout, plus les Russes en planque) se prépare. Le fameux Keynes (buveur de thé et mangeur de viande bouillie au jus de menthe et tartinée de confiture de groseille, un british quoi) a planché dessus comme un dingue depuis quelques années et il a un truc sacrément cool à proposer : **le bancor**.

Whaaaaaa ! Trop bien ! Mais c'est quoi ? Un étalon monétaire international fondé sur une réserve qui ne serait pas nationale. En face de Keynes, un challenger venu du pays des chercheurs d'or et de pétrole, les rois du massacre d'indiens : White. Les deux férus d'éco devaient bosser ensemble le plan mais n'étaient pas tout à fait d'accord. Le White, lui, le bancor ça le branchait pas trop, il avait en tête un autre plan beaucoup plus avantageux pour son pays : définir toutes les monnaies en dollar et indexer seulement le dollar sur l'or. Ca donne la création du Gold-Exchange Standard. Le dollar devient LA monnaie de référence.

White : 1 – Keynes : 0.

Mais pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi qu'ils font ça en 44 ?

Il faut bien comprendre un truc : à ce moment précis, la quasi totalité de la réserve mondiale d'or est aux USA. Parce que tous les Etats alliés ont déposé leur stock en garantie pour s'acheter de quoi mater le moustachu (pas mal de gros canons). En gros, avec cet accord, les States se proclament Banque Centrale Mondiale pour restructuration des dettes.

Parce que ce sont eux, les ricains qui ont prêté à tout le monde, et tout le monde s'est endetté envers eux, en or. Et que, comme l'or il est aux USA, ben on oblige tout le monde à rembourser...en dollar et en biens d'investissement. C'est à ce moment que va se créer le FMI et la BIRD (futur Banque Mondiale) et que tous les accords ultra-favorables à l'économie américaines (et européennes) aussi vont être mis en place.

Pourquoi ça marche super bien 25 ans et pourquoi Nixon change le système ?

Nixon ne s'est pas réveillé un matin en se disant, entre la tartine et le rasoir électrique : « Tiens, et si je supprimais la convertibilité du dollar en or, puis si je passais d'un système monétaire à taux de changes fixes à un taux de changes flottants ? » Non, non. Pour comprendre pourquoi Nixon et ses boys se sentent obligés de faire ça, il faut reprendre juste un peu le cours des 25 ans passés et voir comment ça a évolué depuis 44. En fait, après Bretton Woods, les affaires marchent bien au pays du BurgerKing : personne ne peut plus rembourser en or, donc tout le monde doit rembourser en exportations de biens d'investissements et de services ou en dollars. Et les ricains, malins, ils ré-exportent la valeur ajoutée (des biens d'investissements qu'on leur a filé comme remboursement), avec une plus-value au passage. Il y a quand même aussi plein de règles avantageuses créées par le FMI pour permettre aux pays d'Europe (surtout) de reconstruire tout le bazar laissé par le moustachu en ayant des balances commerciales excédentaires. Tout va pour le mieux, ça roule au poil. Mais au tournant des années 60, l'Europe (du Nord) a une économie plus performante que celle des USA. Et qu'est-ce qu'ils font en Europe ? Et bien ils créent de la monnaie en achetant en dollars, de l'or de la réserve fédérale américaine ! Suivez mon regard : les ricains ne sont plus crédibles en tant que Banque

Centrale du Monde, leur or est en train d'être racheté à toutes berzingués par le vieux continent ! Solution de Nixon après avoir bien réfléchi (35 séances de rasage au moins) : on suspend la convertibilité du dollar en or en 1971, et hop l'affaire est entendue. Mais comme il est un peu absurde de conserver un taux de change fixe avec cette nouvelle donne (normal puisque la monnaie de référence n'est maintenant plus indexée sur l'once d'or, difficile d'avoir un taux fixe), et bien on déclare la fin des taux de change fixes et on balance les taux de change flottants en 73. Le prix de l'or est alors libre dans n'importe quelle monnaie. On peut aussi gagner beaucoup d'avantages financiers avec ce nouveau système pour peu qu'on soit un pays avec une économie dynamique et de bonne taille : les créanciers internationaux vont aller vers ces pays aux monnaies bien « soutenues », et comme il n'y a plus de règles, qu'on est désormais dans l'offre et la demande...c'est le panard. Dans un bordel noir, parce que depuis, il n'y a plus aucun système monétaire international organisé. Et un panard quelque peu mitigé puisqu'à force d'avoir acheté de l'or américain pour émettre de la monnaie, l'inflation était devenue galopante dans les 70's. Mais un gros panard quand même, parce que côté ricain, on peut plus vous piquer votre or, votre monnaie est toujours la monnaie de référence dans laquelle tout le monde s'endette et vous pouvez emprunter vous-même comme des dingues à des marchés libérés de toute contrainte, et emprunter à vous même en fait, si vous en avez envie.

Elle est pas belle la vie ? Si, très belle, mais c'est pourtant à partir de ce moment précis que les crises (boursières, monétaires, économiques) futures, dont celle des subprimes suivie de celle des dettes souveraines prennent naissance. Avec quelques superbes décisions absurdes et ultra-dangereuses au cours des 40 années suivantes dont nous parlerons dans le prochain épisode.

Origines de la crise – Épisode 2 : « Tu l'a vu mon gros baril ? »

ou

**« Comment les pingouins du Golfe Persique se vengent de
la séance de rasage de Nixon alors que Giscard vend la
souveraineté monétaire du pays aux 450 fromages à la
finance internationale »**



Pour ceux qui ont suivi l'épisode ouane, nous en étions restés à la fin de la parité du dollar avec l'or et l'adoption des taux de change flottants décidés par Nixon. Il ne faut pas croire que ces mesures ont été sans conséquences. Parce que si l'oncle Sam évitait de se faire doubler par l'économie teutonne (en particulier) avec l'abandon des accords de Bretton Woods, une grosse, une énorme inconnue survenait : la fluctuation de la valeur du dollar.

Il est pas cher mon baril ! Qui veut de mon baril ?

Attention, ça devient super bordélique, un vrai western spaghetti à tiroirs à l'échelon planétaire. Premier tiroir : le dollar est dévalué. Ca ne gêne pas énormément les yankees puisqu'un dollar trop fort empêche de se remplir les poches au niveau export. Mais ça en gêne d'autres, les fourgueurs de brut. Deuxième tiroir : le pic de pétrole est atteint et Nixon le sait. La vache ! C'est pas cool pour les ricains de savoir qu'ils vont plus pouvoir siphonner leur sous-sol comme au bon vieux temps, mais surtout devoir devenir dépendants des pingouins du Golfe en devant leur acheter le pétrole. Troisième tiroir : Israël. Le soutien inconditionnel des Youniteude Staitsse of América à l'Etat sioniste ne plaît pas à sa majesté saoudienne qui décide de punir les cow-boys en baissant la production de pétrole de 5% (l'Arabie Saoudite exportait plus de 20% de l'or noir of the world à l'époque, quand même). Quatrième tiroir : la dépréciation du dollar fait perdre beaucoup aux pays membres de l'organisation des pétroliers (OPEP), parce que le prix du baril est indexé sur le dollar, relire le premier tiroir.

Aaaaah ouais, un peu gênant aux entournures pour ses seigneuries de l'OPEP, qui se grattent la tête et décident un truc assez basique : mon prix de baril indexé sur le prix du dollar est plus assez cher pour que je m'en mette plein les fouilles ? Je multiplie le prix de mon baril par 3, oh et puis non, par 4, et 5, 6, enfin bon je te fais payer un maximum comme ça je récupère mes billes perdues sur ton foutu dollar déprécié. Non mais oh ! Résultat des courses : le premier choc pétrolier nous arrive en pleine poire. Conséquences économiques diverses et variées dont : les prix de l'énergie qui flambent, l'augmentation du coût de production des entreprises, la baisse de la consommation la perte d'emplois, enfin bon : le début des 40, voir 50 « misérables » (opposés aux 30 glorieuses)

dans lesquelles nous sommes englués d'un point de vue socio-économique. Enfin pas encore trop misérables à l'époque.

Mais tout ça ne nous explique pas pourquoi la crise actuelle a ses origines dans cette période...

Et bien quand même un peu, si. Pas mal même. Parce que le crack pétrolier de 1973 engendre un paquet de trucs déjà en cours mais qui n'étaient pas encore bien établis. Première chose intéressante : l'essoufflement de la production industrielle et l'inflation galopante qui se retrouvent doublées d'un chômage jusqu'alors inconnu (tout ça autour de 1974-75) : cette conjugaison inflation-stagnation économique, la « stagflation » est une sacrée épine dans le pied des pays industrialisés qui vont commencer à faire deux choses : pousser au crédit et alourdir la fiscalité. Et ouais coco, t'empruntes un max et je te taxe un max. Le départ du hold-up de l'économie mondiale par la finance internationale commence à ce moment là. Parce que c'est cette même année du premier crack pétrolier (1973) que Giscard et ses potes décident de jeter la souveraineté monétaire de notre belle France en pâture aux requins de la finance, avec la loi sur la Banque de France. Et que le « problème de la dette » débute.

Mais pourquoi qu'il fait ça Giscard, il était timbré ou quoi ? Il a reçu des valises en échange ?

La question a été posée, et elle est judicieuse : pourquoi Giscard sort-il une loi interdisant à la Banque de France de prêter au Trésor ? Dans son article 25 il est stipulé qu'il est désormais « interdit au Trésor Public d'emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt faible ou nul ». Personne n'est dans la tronche de Valéry pour expliquer avec 100% de fiabilité pourquoi il l'a fait, mais un petit paquet d'indices peut

nous aider à nous faire une idée. Premier indice : Pompidou est un ancien banquier de chez Rotschild...et Giscard son ministre de l'économie et des finances. Certains mauvais esprits ont parlé de conflits d'intérêts, mais qui pourrait les croire : on sait bien qu'en France ce genre de choses n'existe pas ! Deuxième indice : Giscard lance la même année, juste après la loi sur la « privatisation de la dette », le fameux emprunt Giscard de 6,5 milliards de francs (5 milliards d'euros corrigés par l'inflation) à 7% d'intérêts indexés sur l'or. Parce que plus il y a d'inflation, moins les prêteurs ont confiance (l'Etat a besoin d'emprunter plus). Donc, son explication à Giscard est la suivante : « La réforme des statuts de la Banque de France, adoptée sous le mandat de Georges Pompidou et lorsque j'étais ministre des Finances, est une réforme moderne qui a transposé en France la pratique en vigueur dans tous les grands pays : il s'agissait à l'époque de constituer un véritable marché des titres à court, moyen et long terme, qu'il soit émis par une entité privée ou publique » et évitant ainsi « une situation d'inflation monétaire permanente ». Super explication de politique anti-inflation, rien à dire. Chapeau l'artiste. En tout cas le super-emprunt Giscard finira par coûter 90 milliards en intérêts et capital une fois remboursé. Et la loi Pompidou-Giscard permettra de vendre l'emprunt d'Etat aux banques privées et débiter le grand carnaval du je-te-tiens-par-la-barbichette entre Etats et finance internationale.

Pourquoi ce grand mouvement de dérégulation monétaire ? Hein, pourquoi ?

Avant d'en finir pour cette deuxième partie des origines (potentielles) de la crise il faut quand même dire quelques mots des « penseurs en économie » de l'époque. Parce que si on commence à entrevoir des raisons logiques et objectives de la dérégulation du système

économique (pour ceux qui prenaient des décisions), qu'on pourrait résumer par : stopper le rachat de l'or de la fed, emm...les saoudiens, lutter contre l'inflation, compenser le ralentissement industriel et permettre aux nations riches d'emprunter plus facilement, il y a des types qui ont pas mal influencé l'affaire. L'un d'entre eux a un nom assez connu, c'est Friedman. Ah ouais, Milton Friedman...

Pour faire court : ce formidable intellectuel écrit un bouquin intitulé « capitalisme et liberté » en 1962 dans lequel il théorise le libéralisme qu'il appelle de ses vœux, et qu'on peut résumer avec cette phrase : « la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique ». Le père Friedman a bouffé tous les bouquins du Machiavel de l'économie, Adam Smith, et a adapté ses théories de « la main invisible du marché » au monde moderne : il théorise le principe des taux de change flottants dans « The Case for Flexible Exchange Rates » en 1953, et devient conseiller de qui, en 1969 ? Devinez, devinez ? Ben de Nixon, et ouais ! Il faut savoir que Friedman est allé loin dans les idées qui nous bouffent la vie actuellement. Imaginez que le type a parlé de « taux naturel de chômage », a expliqué qu'il ne fallait jamais pratiquer de politique de relance, et qu'au final les interventions économiques des Etats n'étaient jamais bonnes. Avec Friedman c'est la privatisation complète de l'Etat qu'il faut effectuer. Ce pur génie de la pensée libérale et du laisser-faire a reçu le prix Nobel de l'économie en 1976 et comme nous le verrons dans l'épisode suivant, il va ensuite devenir conseiller de Reagan durant ses deux mandats.

La pensée de Friedman a influencé la plupart des décideurs politiques occidentaux : leurs choix de l'époque, et ceux qui suivront ne sont pas innocents... Mais vous me direz, il est où le rapport avec la crise de 2008-2011, puisqu'on a quand même fonctionné sans gros problème

majeur pendant un peu plus de 30 ans avec ce système ? Et bien, si les différentes crises de l'époque étaient conjoncturelles (en gros dues à une situation précise, comme le prix du pétrole), la crise actuelle, elle, est structurelle. Et là, ça va chercher beaucoup plus loin qu'un remède à appliquer par rapport à une situation donnée. Ça questionne sévèrement une crise structurelle, parce que les solutions durables pour sortir du borbier socio-économique dans lequel nous sommes plongés semblent ne pas pouvoir se passer d'un changement radical de « logiciel économique ». Et ça, l'Oligarchie qui contrôle les Etats et s'est enrichie de manière incroyable depuis la dérégulation économique, et bien elle n'en veut pas. Parce que l'Oligarchie n'est pas inquiète par la crise. Elle s'en repaît de la crise. Ce qu'elle craint simplement, c'est que les populations se rebellent.

Mais comme nous le verrons dans le dernier épisode des origines de la crise, un paquet de choses s'est mis en place à partir des années 80, puis 90 et 2000 pour nous mener là où nous en sommes : au bord du gouffre...et qu'en sortir, et ben, c'est pas gagné...

Origines de la crise – Épisode 3 : « I belieeeeve i caaaaan fly »

Ou

« Comment après un deuxième crack pétrolier le cowboy Reagan se lance dans la vente à crédit des entreprises publiques de son pays appuyé par sa copine Margaret, tandis qu'un peu partout on construit des temples marchands à la gloire du libéralisme »



Youpi ! C'est chouette, ultra bat ! On va s'en mettre plein les fouilles sur le dos de tous ces couillons à qui on va vendre du crédit en masse, des saloperies distrayantes et du rêve de pacotille, tout en leur piquant leurs entreprises nationales ! Ouaaaaaaais ! C'est un peu comme ça qu'on pourrait résumer la « première révolution libérale des années 80 », particulièrement poussée du côté de la City de Londres et du pays du rêve en toc, outre-atlantique, chez les tueurs de bison.

Le deuxième choc pétrolier de 1979 ne s'est pas bien passé, c'est vrai, on est entré dans une crise économique basée sur un dollar de plus en

plus rare, des taux d'intérêts super élevés (donc un crédit très cher) et au final, début 80, le chômage grimpe à mort, mais on s'en cogne. Parce que comme le souffle Friedman à l'oreille de Reagan : « il y a un taux naturel de chômage pour que la démocratie libérale puisse se déployer, l'enrichissement du plus grand nombre passe par la libération des marchés qui s'auto-régulent dans une splendide valse de dévaluations, modifications des taux d'intérêts, rachats, ventes, et surtout élévation des capitaux de la rente ». Alors, le chômage, hein, c'est peanuts...

Pourquoi la théorie libérale prend-elle aussi bien un peu partout alors que c'est en train de merdouiller grave ?

Ben parce que les dés sont jetés depuis qu'on ne peut plus faire tourner la planche à billet : désormais on emprunte aux banques, on compte sur les dévaluations et les modifications de taux de change. Le principe qui prime désormais : faire confiance aux marchés qui vont réguler l'économie. Tout le monde n'est pas content de cette orientation, d'ailleurs les rouges rentrent dans un gouvernement, celui de la France ! Alerte ! Tous aux abris, les chars de Moscou vont arriver sur les Champs Elysées ! Bon, pas vraiment : après quelques nationalisations ou re-nationalisations de banques, les sociaux français abandonnent la partie, virent les cocos, embauchent Mauroy (avec Delors aux finances et à l'économie, suivez mon regard) et se mettent eux aussi à jouer au grand casino mondial. Thatcher mate les mouvements sociaux ouvriers, démonte totalement le système social Grand-breton, privatise à tout-va comme son copain Reagan, vous savez, l'acteur de séries B qui a autant de notions d'économie qu'un bélier écossais. Mais l'acteur écoute Milton, le joyeux Nobel inventeur des taux de change flottants et de la libération des forces du marché. Et pas qu'un peu.

Une idée plus précise avec quelques généralités...

La raison principale du mouvement de privatisation des systèmes nationaux de production, bancaires, sociaux, est multi-factorielle, mais elle est encouragée par une série de conjonctures politiques et idéologiques : la guerre froide est toujours là, le libéralisme de Friedman est un dogme strictement opposé à celui des Soviétiques. Choisis ton camp camarade. Le camp est vite choisi quand on voit les files d'attente devant les magasins d'URSS alors que les premiers micro-ordinateurs, chaînes hi-fi, walkman, skateboard et autres produits de loisirs et de grande consommation se déversent dans les magasins occidentaux. Pour tout dire, le crédit est devenu mondial et pas grand monde ne s'en plaint : la grande machine libérale commence à devenir le théorème économique le mieux accepté dans la majorité des esprits. D'ailleurs le CAC 40 est créé en 1988, suite au crack boursier de 87. Les 80's c'est la décennie des « enrichis-toi, monte ta petite entreprise, prends-toi en main mon frère, réussis par toi-même, envoie se faire foutre tous ces ringards adeptes de l'Etat providence ». L'Etat providence, c'est ça qui tue l'économie disait Friedman 20 ans auparavant. Et au milieu des années 80, c'est une évidence partagée sur tous les médias. « Vive la Crise » disait Montand dans son émission éponyme. Montand, un ancien coco devenu Reaganien...

Et la dette dans tout ça ?

Elle grimpe, elle grimpe, mais on compte sur les politiques de dévaluations, de la fluctuation des taux de change et puis sur les banques qui nous vendent du liquide et la croissance qui ramène des recettes à chaque fois qu'elle augmente. Les Américains font une relance qui coûte un max (vers 84), le prix du baril chute en 85, le dollar est déprécié mais l'inflation baisse alors (prix des matières premières

plus bas). En plus, la croissance n'est pas si mauvaise. Bon, le chômage, lui, il augmente toujours. Mais les banquiers du monde, eux, le chômage, ils s'en foutent un peu. Un petit accroc en 87 avec le crack boursier. « Oups, excusez-moi, j'avais pas bien évalué la valeur de votre billet vert avec mon ordinateur qui donne des ordres à la vitesse de la lumière, je panique, me jette par les fenêtres, puis je souffle un grand coup et je me remets à boursicotter ». La dette des Etats à cette époque, ce n'est pas un énorme problème. Parce qu'elle peut être encore « contrôlée », qu'elle est « raisonnable » et surtout qu'elle est entre les mains des résidents du pays. Si tu t'endettes avec du pognon venu des bas de laine de tes concitoyens c'est pas très grave puisque ceux qui prêtent peuvent en tirer profit et le re-balancer dans ton économie. Et puis si tu exportes pas mal de bazar industriel, tu restes avec des balances commerciales extérieures positives, ça roule à peu près niveau rentrées financières. Mais le ver est dans le fruit, et le ver c'est l'étape suivante, quand tu vends ton pays au système financier. Ce qui n'était pas encore entièrement le cas jusqu'à la fin des années 80.

Mondialisons les échanges, pourvu que ce soit nous qui tenions tout le monde par les c...

Il faut bien piger un truc : les paradis fiscaux ne sont pas tous situés dans des îles paradisiaques, loin de là. Le plus grand paradis fiscal de la planète est la City de Londres, la place boursière et financière de la perfide Albion. Pourquoi parler des paradis fiscaux au moment où l'on arrive à la mondialisation des échanges ? Parce que ce sont eux, les paradis fiscaux qui drainent une bonne partie du pognon des dettes souveraines, c'est-à-dire les taxes, impôts, tout ce qui devrait être récupéré par les Etats. Toute cette manne financière manquante va se planquer là-bas, dans les paradis fiscaux et la mondialisation des

échanges a décuplé les mouvements de capitaux, donc l'enrichissement des paradis fiscaux et ceux qui en bénéficient. Ceux-là mêmes qui font pression sur les Etats pour les pousser à pressurer fiscalement les populations, mais ne surtout pas taxer le capital, ne surtout pas réguler la finance internationale ou ne pas empêcher les évasions fiscales. Ce sont ces fonds spéculatifs, ces banques, multinationales, soutenus par les agences de notation qui ont exigé la mondialisation des échanges pour leur plus grand bénéfice et notre désormais plus grand malheur.

Mais cet aspect des choses mérite à lui seul le dernier article qui conclura cette série des « origines économique (potentielles) de la crise ». Crise financière, bancaire, économique, qui peut tourner à la crise de nerfs si personne ne vient stopper les preneurs d'otages. Mais ça, c'est de la science-fiction. En tout cas pour l'instant.

Origines de la crise – Épisode 4 : « Si tu recules je te dérégule... »

Ou « Comment les maîtres du monde montent d'un cran la déréglementation des échanges et de la finance pour créer The Big Market of The World qui va finir par tout avaler et nous mener là où on en est... »



Attention, restez concentrés, ne lâchez pas l'affaire, même si la décennie 90 dont on va parler est super costaud niveau comprenez, tellement ça bouge dans tous les coins, il faut vraiment se coltiner les délires financiero-économiques qu'elle a mis en œuvre pour avoir une idée du comment-qu'on-en-est-arrivés-là. Si vous avez bien suivi les épisodes « ouane-tou-fri of the saga », vous savez que les taux de changes sont flottants, que les privatisations vont bon train, que le flouze circule pas mal, que les dettes grossissent et que les pousseurs de chariots d'Europe et des States signent des crédits aussi facilement qu'on siffle un demi à la terrasse d'un bistrot avec Bébert à la sortie du stade. Mais tout ça n'est rien en comparaison de ce qui va arriver à cette époque. C'était un apéro les 70's et les 80's, une rigolade côté économie libérale comparée aux 90's. Bon, on y va, ça va saigner.

Et si on rachetait tout ?

Le premier acte de la mondialisation des échanges passe par une idée assez simplette, mais efficace, qui veut que si tu arrives à piquer la moitié des noisettes d'un écureuil et qu'il ne dit rien, pourquoi se priver de lui piquer l'autre moitié ? Pour y arriver, les décideurs-penseurs du « libéralisme augmenté » des années 90 (nous dirons plus tard qui ils sont) n'y vont pas avec le dos de la cuillère : ils décident tout bonnement de déréguler absolument tout sur la planète. Et ouais. Pas de problème. Ce qui est appelé dérégulation et a déjà commencé au pays des pom-pom girls depuis Reagan (et même un peu avant avec Carter) se matérialise par quelques concepts « friedmaniens » livrés sur un plateau dans la partie ci-dessous. Ca peut sembler un peu obscur comme ça et pourtant c'est très simple dans la tête des néolibéraux : pour arriver à une économie optimale, il faut à tout prix mettre en concurrence le maximum d'acteurs privés d'un maximum de secteurs et empêcher toute possibilité de réguler, c'est-à-dire limiter ceux qui vont se jeter dessus. Ce qui signifie en clair : vendre les entreprises publiques aux géants du privé et leur octroyer toutes les facilités possibles : contraintes fiscales minimalistes, accentuation de la flexibilité du marché du travail, diminution des charges sociales, conservation des taux d'intérêts au plus bas. La concurrence libre, non faussée, totale, pleine et entière, sur tous les fronts ! Aaaaaaah ! A cette époque, certains libéraux en avaient des coïts ininterrompus. C'était trop beau. Mais quitte à faire, si on veut vraiment aller jusqu'au bout de la procédure, il ne faut pas se contenter de laisser racheter tous les secteurs par les grosses boîtes et leur permettre de se concurrencer comme des bêtes entre eux et chez eux. Nan, nan, nan. Il faut faire mieux, plus fort, plus loin, encore plus grand.

Et si on faisait péter tous les contrôles sur la planète entière pour qu'on s'en mette plein les fouilles sans limite ?

Ah ouais, pas con l'idée ! On lance la concurrence totale entre secteurs mais avec un bonus : plus de limites entre les Etats. Ca c'est du bon plan coco ! On libéralise le commerce national et international et donc, on supprime les quotas d'import ou export, on abaisse et on uniformise les droits de douanes. Comme ça, après avoir racheté à peu près tout, on peut dealer de partout avec le minimum de règles et de contraintes. On supprime toutes les barrières. Plus personne ne peut empêcher ta multinationale de piquer des pans entiers de production, de plier l'économie d'un petit pays en lui vendant moins cher ce qu'il produit déjà, par exemple. Et pour que la pilule passe mieux, que tout ça paraisse bien géré, bien posé, on te récupère un vieux machin de 1947 qui avait servi à établir des règles commerciales sur la planète, le GATT, on te le transforme en Organisation Mondiale du Commerce (OMC), on signe un premier accord en 1994 à Marrakech et l'affaire est pliée. C'est pas du beau boulot ça ? Parce que cette OMC, que tous les chefs d'Etat révèrent, est très cash (jeu de mot) dans ses objectifs : réduire les obstacles au libre-échange, aider les gouvernements à régler leurs différends commerciaux et assister les exportateurs, les importateurs, et les producteurs de marchandises et de services dans leurs activités. Une sorte d'ONU du business libéral. L'organisation qui est là pour tout libéraliser, absolument tout (ou presque). Et bien entendu, tout ça ne peut se faire sans une autre organisation, particulièrement efficace pour libéraliser les pays en voie de développement, le FMI. Le principe est simple : vous êtes endettés, vous manquez de quoi payer financer le pays, je vous prête avec intérêts mais sous conditions de privatiser intégralement vos services publics et laisser les investisseurs occidentaux tout rafler...

Et la finance dans tout ça ?

Mais elle va très bien, merci pour elle ! Elle a surtout entamé depuis la fin des années 80 une mutation sympatoche qui n'attendait que la grande ruée commerciale activée par l'OMC/FMI pour se déployer pleinement : ce qu'on appelle en Europe l'acte unique de 1986, par exemple. Ouais, Paulo, grâce à cette « liberté financière » en 4 points, tu peux faire des trucs incroyables. Les grandes libertés de l'acte unique donnent un résultat marrant appelé les 3D : Déréglementation, c'est-à-dire abolition du contrôle des changes et des restrictions aux mouvements de capitaux, Désintermédiation, c'est-à-dire accès direct des opérateurs aux sources de financement sans passer par des intermédiaires, et Décloisonnement, c'est-à-dire éclatement des compartiments qui existaient que ce soit du point de vue géographique, fonctionnel ou temporel (bourse en temps réel, plus de différence entre le boursier et le monétaire, dématérialisation des échanges par l'informatisation). Avec ça, plus rien n'empêche les opérateurs financiers de se faire des roubignoles en platine, jour et nuit, avec des contrôles très très limités (et surtout contournables, on le verra mieux par la suite), et grâce à la libéralisation des échanges, n'importe où avec n'importe qui... Pfiouuuuu, ça donne vachement envie, c'est extra cool comme plan... Enfin si t'es trader ou dirigeant d'une multinationale, ou bien une bande de politiciens qui mettent en œuvre toute cette magnifique organisation d'un nouveau genre (on vous récompensera par la suite d'avoir bien appliqué le plan).

Et après ? Et après ? Il se passe quoi ?

Ben on arrive à la fin des 90's, une super période, vachement chouette : everything is possible mon garçon ! Tu t'achètes un PC pentium fabriqué par des esclaves asiatiques, tu loues un bureau avec 3 potes, tu montes

un projet dote-come avec plein de trucs qui clignotent mais surtout qui parle des trois doublevés, de « services » sur les autoroutes de l'information, et banco ! Ta boîte est cotée en bourse en 6 mois, elle prend 500% dans le trimestre qui suit, tout le monde parle de toi, on veut te racheter, tu roules en Lamborghini, bois du champagne avec des blondes à forte poitrine venues exprès de Russie juste pour toi, mais tu continues à te demander quand tu vas te décider à taper plus que trois lignes de code. Parce que bon, on croit en toi (peut-être le nouveau Bill Gates ?) mais toi, t'as surtout des idées, deux ou trois bricoles qui traînent en ligne, pas plus. Le problème c'est que les joint-ventures (capital-risqueurs), ils ont misé 300 patates sur ta tronche, comme avec une dizaine de milliers d'autres branleurs dans ton genre. Parce qu'ils pensent que c'est l'avenir. Mais quand tu vois la courbe exponentielle de la valeur boursière de ta petite startup, t'as un peu les foies. En 2000, tu te tires en catastrophe des bureaux toujours à moitié vides de www.justepourigoler.com : les investisseurs en bourse viennent de s'apercevoir qu'ils avaient tous misé sur du vent. Toi et quelques milliers de tes camarades petits-génies-du-net avez créé une bulle spéculative boursière. Ça s'appelle l'éclatement de la bulle Internet. Boum badaboum. Plein de milliers de milliards partent en fumée.

Oui, mais bon : en quoi ça amène la crise actuelle, tout le monde applaudissait la mondialisation à l'époque ?

Certes, et c'est vrai. Mais à partir de 2000 on commence à arriver au cœur du problème actuel, qui comme on le remarque, s'est mis en place par étapes successives, avec une philosophie univoque, celle de Friedman. Comme si toute autre alternative était proscrite, ce qui est bien entendu faux puisque des économistes très compétents proposaient d'autres voies. Mais personne n'a voulu les entendre, alors

qu'ils prévoient les problèmes actuels, mettaient en garde sur les bulles financières et les effets pervers d'une dérégulation mondiale. Ce qu'il faut bien voir c'est que la globalisation financière couplée à celle des échanges a amené les acteurs de la finance à rechercher avant tout de la rentabilité à courts termes, à compenser les risques provoqués par les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêts en créant de nouveaux produits hyper complexes carrément opaques, les produits dérivés, dont nous parlerons dans le prochain et dernier épisode de cette foutue saga. La crise systémique actuelle, financière, bancaire, économique, n'est pas une crise des dettes souveraines, elle est bien plus que ça. La dette est l'arbre qui cache la forêt, bien pratique pour les valets de la finance, nos dirigeants politiques : la dette permet surtout de ne pas parler de la déconnexion totale entre la sphère financière et l'économie réelle, d'un système économique désormais entièrement appuyé sur la spéculation (système qui menotte les Etats occidentaux). Ce système est en train de se noyer, les observateurs les plus avertis de l'économie le savent et le disent, et si l'on reprend, pour conclure, une phrase de l'anti-friedman, ce cher Keynes, ça donne ça : « je considère l'auto-régulation des marchés comme un mythe qui ne s'obtiendrait que sur le long terme, mais en utilisant la formule : « A long terme, nous serons tous morts »...

Petit bonus en vidéo, pour se faire une idée de ce qu'est la finance internationale, ce documentaire sur la City de Londres. Si tout ça vous intéresse, trouvez 50 minutes : ça se regarde comme une série policière : « **La City – La finance en eaux troubles** » de Mathieu Verboud diffusé en 2011 sur France 5.

Origines de la crise – Épisode 5 : « CDO et p'tites pépées... »

Ou

« Comment développer un système financier planétaire hyper casse-gueule qui affame la moitié de la planète, déstabilise l'économie du reste du monde et enrichit une poignée de tarés en costard-cravate adeptes des martini-gin et des clubs de stretching... »



Si vous voulez connaître les derniers détails du raz-de-marée parti en 2007 depuis le pays des adeptes des dindes géantes de Thanksgiving, raz-de-marée qui s'est pointé en 2008 en Europe (pour être vaguement colmaté à coups de renflouement des banques) et qui s'est de nouveau répandu en 2011, c'est maintenant qu'il faut rester vigilant. Tout réside dans la bonne compréhension des épisodes précédents : c'est à partir de tout cet enchaînement historique (décrit dans les épisodes ouane, tou, fri, faure) qu'on peut arriver à capter comment, à la charnière du XXème et du XXIème siècle, le système s'emballe encore un peu plus pour donner l'hérésie actuelle. Autant dire un système financier

déchaîné, sauvage, débridé, et sous l'effet d'une hypertrophie telle que des nations industrielles ultra riches ne sont plus en capacité de lui résister.

« On est les maîtres du mooooooonde ! »

Tenez-vous bien à votre clavier, les annonces qui vont suivre ne sont pas des plaisanteries. La période entre 1995 et 2005 voit les fusions-acquisitions des grandes entreprises se multiplier dans tous les secteurs : normal l'OMC et le FMI encouragent la concurrence planétaire, il faut donc grossir pour écraser les adversaires. Petit problème d'ordre éthique : parmi les 200 plus grosses multinationales de l'époque, certaines ont des chiffres d'affaire plus importants que le PIB du Portugal ou du Danemark. Les autres dépassent les PIB de n'importe quel pays africain. Par exemple, le chiffre d'affaire de Ford en 1999 est de plus de 175 milliard de dollars, le PIB du Danemark de 173 milliards, celui du Portugal, de 126. Il n'est pas compliqué d'imaginer ce qu'il est possible de pratiquer en termes de lobbying politique quand on possède des arguments pareils, hein ? Mais pour arriver à financer tous ces rachats et accroître les parts de marchés et autres investissements all-around-the-world, il faut emprunter un maximum de pépettes. Pas de problème ! On a des solutions dans les tiroirs mon grand, tu vas voir comment qu'on va tous se goinfrer sans trop d'efforts.

Devine qui vient dîner dans mon hedge-fund ?

Là, il faut avouer que c'est un peu coton, parce que plus grand monde ne sait exactement comment ça marche ce système des hedge funds. On peut dire quand même que ce sont eux qui financent les entreprises et les investisseurs institutionnels (suivez mon regard), qu'ils jouent avec des portefeuilles sur tous les registres, sans contrôle : cotations en

bourse, marché de change des monnaies, immobilier, matières premières... Ces mecs là existent depuis longtemps (les années 50) mais leur pouvoir de nuisance s'est accru ces derniers temps (on comprend pourquoi en relisant les épisodes précédents). Pour plus de pertinence, autant s'appuyer sur un type qui s'est donné la peine de bosser dessus et dont l'article (publié en 2006 dans le « Monde diplomatique ») est assez éloquent à leur sujet. Extrait de « une économie d'apprentis sorciers », par Gabriel Kolko :

« Il existe au moins dix mille hedge funds, dont les quatre cinquièmes sont domiciliés dans les îles Caïmans. Toutefois, quatre cents d'entre eux, qui gèrent chacun au moins 1 milliard de dollars, réalisent à eux seuls 80 % des opérations. En l'état actuel, il n'existe aucun moyen de les réglementer. Ces fonds spéculatifs détiennent plus de 1 500 milliards de dollars d'actifs, et le chiffre d'affaires quotidien de leurs opérations sur les produits dérivés globaux approche les 6 000 milliards de dollars – soit environ la moitié du produit national brut des Etats-Unis. Dans le climat d'euphorie des cinq dernières années, la plupart ont gagné, mais quelques-uns ont perdu. Ainsi, en un an (d'août 2005 à août 2006), près de mille neuf cents hedge funds ont vu le jour, mais cinq cent soixante-quinze autres ont été mis en liquidation. L'agence de notation Standard & Poor's voudrait bien évaluer leur solvabilité, mais elle ne l'a toujours pas fait. »

Ah ouais, c'est ballot que Standard & Poor's évalue notre solvabilité nationale (pour abaisser notre note) mais n'évalue pas celle des hedge funds. Vraiment trop ballot. Mais ça devient encore plus amusant quand on continue à lire l'article :

« ...les clauses juridiques destinées à protéger les investisseurs se sont réduites en nombre, les prêteurs ont moins de possibilités de contraindre

les entreprises mal gérées à se déclarer en cessation de paiement. Conscients que leurs paris sont de plus en plus risqués, les hedge funds s'arrangent pour qu'il soit beaucoup plus difficile de retirer l'argent avec lequel ils spéculent. Les opérateurs se sont repositionnés en intermédiaires entre les emprunteurs traditionnels – nationaux et privés – et les marchés ; ce qui contribue à déréglementer un peu plus encore la structure financière mondiale et à augmenter sa vulnérabilité aux crises. Ils recherchent des retours sur investissements élevés et prennent pour cela des risques de plus en plus grands. »

Oh, les gars, j'ai eu une idée : et si on leur refilait des milliards de crédits merdeux incompréhensibles ? Ooooooh ouais, t'es trop génial John, viens là qu'on t'embrasse ! (bruits de verres qui tintent accompagnés de gloussements féminins).

Nous sommes obligés d'arriver à cette affaire des subprimes. Forcément. Extrait (toujours du même article de 2006 de Kolko) à propos des produits dérivés :

« Personne ne peut dire exactement ce que sont les produits dérivés de crédit. Pas même Gillian Tett, principale responsable de la rubrique des marchés de capitaux au Financial Times, qui a pourtant enquêté. Le produit est né, il y a une dizaine d'années (donc autour de 1995, ndlr), lors d'une réunion de certains dirigeants de la banque J. P. Morgan, à Boca Raton, en Floride : entre deux cocktails, et avant de se pousser les uns les autres dans la piscine, ils eurent l'idée d'un nouvel instrument financier, qu'ils voulaient suffisamment complexe pour ne pas être imité facilement (le droit d'auteur n'existe pas en matière de finance) et qui devait leur rapporter gros.../...Aux yeux de l'investisseur américain Warren Buffet, bien placé pour connaître tous les dessous de la finance, les dérivés de crédit sont des « armes financières de destruction

massive ». Alors qu'ils représentent théoriquement une assurance contre les risques de défaut de paiement, ils encouragent des paris encore plus hasardeux et une nouvelle expansion des prêts. Enron en fit abondamment usage, ce qui fut l'un des secrets de sa réussite – et de sa banqueroute finale, qui s'est traduite par un trou de 100 milliards de dollars. Totalement opaques, les dérivés de crédit ne font l'objet d'aucune surveillance réelle. Nombre de ces « produits » innovants, selon un directeur financier, « n'existent que dans le cybermonde et sont seulement des moyens permettant aux ultrariches d'échapper au fisc ».

Chouette, chouette, chouette. Quand on sait ça, on est heureux de payer ses impôts, nan ?

Dis monsieur le financier, dessine-moi un CDO...

Alors, alors, l'idée de John et ses potes de J.P Morgan tient en quelques mots : inventer un nouveau système de portefeuille d'obligations super pourri appelé CDO. Pas la peine de chercher à comprendre comment fonctionnent les CDO dans le détail, c'est à peu près autant abordable que la physique quantique... Tout ce qu'on peut dire à leur propos c'est qu'ils sont (en gros) des portefeuilles d'actifs qui contiennent des dettes immobilières, mais pas que. Avec aussi des obligations émises par les gouvernements (chouette, ça rassure). Ouais, c'est pas très clair. Mais le principe central qui a foutu le feu sur la planète est quand même en partie ce système qui porte le doux nom de « titrisation ». C'est, en résumé, un système de gestion des créances (donc des dettes, genre des prêts immobiliers) que les banques revendent à des sociétés censés les gérer, les garantir, en fait le plus souvent des fonds d'investissement. On aime bien ça en Amérique, parce que c'est censé être à rendement garanti, les CDO (miam, miam). Dans le cas de nos subprime, c'est un

cas d'école : tu vends des crédits immobiliers aux ricains les plus démunis avec écrit en tout petit sur le contrat que leur taux de crédit va bouger en fonction des taux d'intérêts de tout un tas de trucs, mais entre autres le taux directeur de la réserve fédérale américaine (FED). Tu vends aux pauvres ces crédits pourris en 2004, et comme 3 ans plus tard le taux directeur principal de la FED est passé de 1% à 5%, les pauvres ne peuvent plus payer leurs mensualités. Mais pas grave, tu revends ces crédits pourris à des spécialistes de ce genre de trucs qui les titrisent, et donc les transforment en CDO. Et ce qui est très cool, c'est que ces CDO, on se les refile hors marché, on appelle ça de gré à gré, c'est plus discret. Hop, youpla. Ce qui très con, c'est qu'en 2007, après qu'un maximum de pauvres a dû vendre sa maison, le prix de l'immobilier chute en toute logique. Et le prix des maisons étant devenu minable, ben leur vente ne suffit plus à rembourser les créances. Damned ! « On en fait quoi John de nos CDO ? Heu...je sais pas, si on les refilait à des couillons en Europe, hum ? Fucking bastard, you're a genius, allez, ressers-moi un martini-gin s'il te plaît... »

Mais...et la crise européenne de la dette, c'est quoi en fait ?

Allez, let's go Paulo, on fait rapide, mais on donne des billes quand même. C'est fait de quoi une dette d'Etat, huuuummm ? Par qui elle est détenue ? Et ben une dette d'Etat elle est faite en premier lieu d'obligations d'Etat. Ah ouais, cool...mais c'est quoi ? Des morceaux de papiers avec marqué dessus « reconnaissance de dette ». Ben ouais. Mais si on peut boursicotter dessus (miser à la baisse ou à la hausse en se les échangeant), c'est quand même de gré-à-gré, comme les CDO. Donc on ne connaît pas le volume exact et surtout, surtout, leur taux d'intérêt, à ces obligations, varie en permanence. Fonction de la capacité de l'Etat à rembourser ou pas. Capacité évaluée par...John et ses potes,

ce qu'on appelle pudiquement « les marchés ». Il y a aussi des crédits classiques auprès des banques, du FMI, d'autres Etats qui constituent la dette d'un Etat...mais bon, c'est moins important. Niveau Europe, la moitié des dettes dites « souveraines » sont détenues par des banques. Quand on parle de dette souveraine, ça correspond à des obligations émises dans une devise étrangère. Tous ces morceaux de papier qui correspondent à des reconnaissances de dettes sont transformés en bit informatiques pour qu'on puisse se les refiler allègrement entre opérateurs financiers. Tout ça en nano-secondes. Ce qui peut donner 25 000 opérations d'échanges de titres en 14 secondes. Not too bad. Sachant que c'est une intelligence artificielle qui a pris les décisions fonction de critères échangés toujours en nano-secondes avec d'autres intelligences artificielles. Pour finir là dessus, parlons rapidement de la spéculation sur ces dettes souveraines : personne n'a de réponse précise, mais il semble que des produits dérivés de crédits appelés CDS soient en cause. Par exemple les taux d'intérêt des obligations grecques est passé en deux ans (2009-2011) de 5 à...25%. Whaaaaa ! Pas cool pour eux les Grecs. Ben ouais, mais parce que, comme les Frenchies (à peu de chose près), 70% de leur dette est étrangère, aux Grecs. Et que les ventes à découvert permises par les produits financiers super compliqués, les CDS, permettent de faire grimper les taux d'intérêt des obligations. Un CDS c'est un Credit Default Swap : tu vends des crédits pourris super opaques bourrés de trucs différents, genre des CDO, et en version CDS ça te donne une assurance : en gros tu peux tout acheter (et revendre) sans avoir la thune. Ca te permet de faire des transactions super balèzes qui peuvent faire bouger les taux d'intérêt d'une obligation d'Etat sans avoir à t'emmerder à trouver les fonds pour acheter vraiment les obligations. Faut pas pousser non plus : quand t'es un banquier de génie chez J.P Morgan, que tu peux imaginer des trucs comme ça

autour de la piscine avec des bimbos, après ton dixième martini-gin, tu peux te fendre la poire un bon coup en pensant à tous ces couillons qui vont devoir aller bosser à vélo jusqu'à 70 ans pour un salaire de 700 euros mensuel quand toi tu émarges à 10 millions de dollars et va faire tes courses de coke en jet privé. Après avoir revendu toutes tes obligations grecques, italiennes, françaises, irlandaises, portugaises, espagnoles, bien entendu... Ah, ouais, la vie est décidément trop trop cool chez J.P Morgan !

Conclusion (provisoire) de cette saga des origines (potentielles) de la crise

Les banques ont perdu un maximum avec les CDO de type subprime, au point qu'il a fallu leur filer du pognon tellement les coffres étaient vides. Puis les fonds d'investissement de spéculation se sont jetés sur les obligations de dettes souveraines avec des CDS et généré cette nouvelle crise financière. Mais cette « crise », dite de la dette, qui est bancaire et spéculative n'est pas le plus inquiétant, ni le centre du problème. Si vous avez bien suivi toute l'histoire vous avez compris que ce qui est appelé « crise » n'en est pas une : c'est un système qui s'est mis en place sur plus de 40 ans, s'est développé, a gonflé et est arrivé aujourd'hui à son paroxysme. Le discours sur la crise des dettes souveraines est aussi débile que de se plaindre de grossir tout en se bourrant de confiseries du soir au matin. Ceux qui détiennent la dette française étaient non-résidents à 32% en 1993, ils sont à plus de 65% aujourd'hui. Ce sont des fonds de pension étatsuniens, des compagnies d'assurance, des grandes banques, des hedge funds. Nos créanciers sont simplement ceux qui ont bouffé la planète. Ils nous dirigent, et par dessus le marché ils spéculent sur la dette qu'ils ont participé à créer. Notre problème est d'avoir une dette publique à 82% parce que les

dirigeants ont « oublié » de taxer normalement les multinationales pendant 20 ans tout en les laissant optimiser leurs profits vers les paradis fiscaux. Notre problème est d'avoir permis à nos dirigeants politiques de vendre nos pays à la finance internationale, d'avoir laissé les multinationales mettre en coupe la planète et dicter leur loi aux Etats. Notre problème est d'avoir laissé se répandre des produits dérivés de crédit à grande échelle, de la spéculation à tous les niveaux (qui affame des peuples quand elle touche les matières premières agricoles), se constituer des monopoles privés de géants industriels plus puissants que les Etats eux-mêmes, l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux (avec blanchiment d'argent) devenir la règle des puissants, la volatilité des cours des valeurs boursières par la titrisation se généraliser .

Tout ce laisser-faire ultra-libéral mis en place avec la complicité et l'assentiment des « responsables politiques » pour qui les peuples ont voté, ont explosé les économies réelles des grandes nations industrielles et est en train d'engendrer une récession mondiale aux effets ravageurs. Alors si tu ne t'appelles pas John, que tu ne travailles pas dans la finance, que tu touches un salaire normal (moins de 50 000 euros par an) mais que tu ne peux pas partir en vacances comme les smicards le faisaient il y a 20, 30 ou 40 ans, dis-toi que tout ça est parfaitement logique. Mais si tu ne fais rien d'autre que de te plaindre en gobant ce que les avocats d'affaire au pouvoir te disent, relis ces articles et cherche le moyen pour collectivement botter le cul à tous ces escrocs et récupérer le pognon qu'ils nous ont volé depuis des décennies. Amen.

Prévisions de l'auteur sur l'évolution économique des six à douze prochains mois :

Scénario A : crack bancaire et boursier, récession mondiale, achetez des chèvres et des poules, investissez dans un carré de jardin et des bougies.

Scénario B : restructuration massive des dettes souveraines européennes, mise sous tutelle par le FMI de plusieurs Etats, gouvernance économique européenne non-démocratique. Achetez-vous des masques de « V comme Vendetta », investissez dans les bons du trésor chinois.

Scénario C : Les chefs d'Etat du G20 décident de mettre en œuvre le programme « Flower Power » : la révolution de la paix et de l'amour est déclarée sur toute la planète, l'argent est aboli, l'appareil productif est entièrement robotisé, plus personne ne travaille. Achetez-vous un bon anti-psychotique pour arrêter de délirer.

L'origine de la crise (potentielle) se termine ici. Il manque bien entendu plein de choses, comme le fonctionnement économique de l'Europe libérale, la BCE, l'influence des pays en voie de développement, les guerres de l'énergie, la crise monétaire, la Chine et l'Inde comme accélérateurs de la mondialisation, mais l'auteur a besoin de prendre du repos. Et puis le but de cette série d'articles n'était pas de parler de tout ce qui a pu influencer l'état du monde actuel mais donner simplement le maximum d'éléments factuels sur les changements économiques qui nous ont menés là où nous sommes. En espérant que le but a été atteint.

Y.M

Bonus 1 : Noooooon, m'enlève pas mon AAA !

Les marchés te font savoir que ton pays de m... va se faire dégrader sa note, qu'il va raquer un maximum pour leur emprunter, et les marchés se marrent de te voir gigoter dans tous les sens et supplier les agences de notation de ne pas le faire...



Trop drôle ! Il faut les voir se contorsionner nos dirigeants politiques, venir tenter de rassurer tout le monde en expliquant qu'ils ont fait ce qu'il fallait pour que la Fraaaaaance (ce grand pays qui n'exporte quasiment plus que des technologies nucléaires, des trains et des armes) ne perde pas sa note AAA (note qui exprime la capacité d'une entreprise ou d'un Etat à rembourser ses dettes). Taxer les gosses sur les malabars, empêcher les vieux d'aller se reposer, remonter la TVA de l'hôtellerie-restauration baissée deux ans auparavant : de superbes mesures anti-sociales menées par de vraies girouettes qui renient toutes leurs belles promesses ultralibérales sur la baisse des impôts. Tout ça pour ne pas perdre une bonne note, comme à l'école. Mais il semble que cette fameuse note du triple A soit déjà perdue. Ou comme si. Pas d'bol. Mais

alors à quoi bon, et puis qu'est-ce que ça va faire au juste si la France perd son AAA : le litre de jus d'orange va coûter le prix d'un abonnement triple-play ? Les salaires vont être versés en tickets de rationnement ?

Les agences de notation n'impressionnent que ceux qui sont asservis aux marchés

Première chose bonne à savoir (mais qui n'est pas exprimée dans les journaux du 20h) : les agences de notations de dettes sont de simple boîtes d'audit privées. Elles sont, en Europe, habilitées à travailler et communiquer sous l'autorité financière des marchés (AMF), mais au final leurs méthodes de calcul sont totalement opaques sous prétexte d'indépendance (très controversée, comme nous le verrons). Le crédit (ahaha) qu'on leur accorde, à ces agences, est à l'aune de l'asservissement aux marchés financiers dans lequel nous sommes plongés. Pour dire les choses telles qu'elles sont et démontrer ce phénomène par l'exemple (et l'absurde) : le Japon (3ème économie mondiale) a une dette qui vaut 200% de son PIB (ouais, vous avez bien lu) et le Japon n'en a pas grand chose à cirer des agences de notation même quand elles lui abaissent sa note AAA à AA- comme Moody's l'a fait en cette magnifique année 2011. P'tain, mais comment qu'ils font les Jap' ? Et bien nos amis du soleil levant achètent eux mêmes la dette de leur pays. 94% des obligations d'Etat appartiennent aux familles japonaises. Les 6% restant appartiennent à des investisseurs nationaux : Fonds national des retraités, Banque du Japon, grands groupes nationaux, Banque postale...Donc les agences peuvent baisser la note des banques japonaises, pour ensuite s'amuser à baisser celle de l'Etat japonais, mais au final les taux d'intérêt d'emprunt ne bougent presque pas : les inventeurs des prostituées grimées à la Marcel Marceau et du

sushi se refilent la dette entre générations et font un grand bras d'honneur aux marchés financiers internationaux.

Une notation sur la dette, c'est pas plus qu'une boule de cristal plus ou moins fiable (mais qui permet de prêter plus cher)

Explication : une bande de types en costumes trois-pièces à 10 000 \$ tapent sur des ordinateurs bourrés de logiciels hors-de-prix pour évaluer la capacité d'une entreprise ou d'un Etat à rembourser ses créances. Il faut imaginer que le nombre de critères à prendre en compte (si l'on veut être un tantinet sérieux), pour effectuer ce genre de prévisions dans le cas d'un Etat, est colossal : la croissance du PIB du pays cumulée aux possibles investissements privés (ou pas), la conjoncture politique et sociale, la consommation des ménages, l'utilisation de l'épargne, etc, etc, enfin bon, c'est énorme. Mais chez Standard & Pauvres, Lunatique et Putois (ce n'est pas une blague, vous avez là la traduction des noms dans la langue de Molière des 3 plus grosses agences de notation qui se partagent les 94% du marché) on a pas peur, on sait faire ça depuis 90 ans, donc, on te fait des prévisions les doigts dans le nez, sans ciller. Et toute cette savante prévision donne une note qui indique aux prêteurs la capacité de remboursement du pays (à long terme pour les Etats) mais en fait, leur donne beaucoup plus que ça : la possibilité ou non pour ces prêteurs (hedge funds et autres banques d'affaires, le « marché ») de se goinfrer un peu plus en augmentant les taux d'intérêts pour racheter les dettes. Parce que voyez-vous, un Etat comme la France, (6ème puissance économique au monde, tout de même) ne peut pas être en défaut de remboursement, d'ailleurs, la dégradation de la note AAA vers AA+ appliquée aux USA indique une capacité à rembourser de « Haute Qualité », comme cela va arriver la France. Pas de quoi s'auto-flageller non plus. Ce qui signifie que la notation de dette est une pure

spéculation permettant simplement aux opérateurs financiers de prêter plus cher. Pas plus, pas moins.

En fait, on est déjà en AA+ sans le savoir...

Parce que les taux d'intérêt d'emprunt des obligations de la France sont passés en quelques semaines de 2 et quelques à 3,4%. Ce taux ne correspond plus au taux d'emprunt d'un pays noté AAA, comme l'Allemagne, par exemple qui bénéficie d'un taux à 1,7%. Caramba encore raté ! Nous sommes déjà dégradés les gars, mais sans dégradation. C'est à mourir de rire ! Bon, quand on va être dégradés officiellement (dans pas longtemps), on aura quelques bricoles à payer en plus, des primes de risque (on croit rêver), mais ça va juste démontrer que gratter 7 ou 8 milliards sur un budget national est aussi efficace que pisser dans un violon : les économies réalisées sur le « budget de rigueur équivalent à celui de 1945 » de Fillon vont être aussitôt bouffées par la hausse du prix des obligations à rembourser. C'est très très ballot. Surtout que les agences de notation sont loin, mais alors, très loin d'être claires dans leurs calculs attribuant les notes. Prenons l'exemple de la dégradation incessante de la note de la Grèce (qui soit-dit en passant amène l'« effet domino » en cours pouvant déboucher sur une crise bancaire et une récession uniques dans l'histoire européenne, voir mondiale) : entre début 2010 et octobre 2011 la note de la Grèce a été dégradée plusieurs fois alors que des garanties énoooooormes avaient été prises. Par la BCE, le FMI, les partenaires européens, cumulées à des assurances sur les obligations (les fameux CDS dont a parlé dans le dernier chapitre à propos de la crise). Tous ces dispositifs doivent nécessairement démontrer aux agences qu'il n'y aura pas de défaut de remboursement. Et pourtant, là, non : les agences font comme s'il n'y avait rien eu de fait pour garantir le remboursement grec,

elles dégradent la note hellénique, les taux montent et explosent au printemps 2011 grâce une enquête de ce cher FMI qui vient pointer le problème de la dette souveraine. Déchaînement majeur des opérateurs, yahouuuuu, on va se régaler les gars, viendez, viendez, on va te leur spéculer leur dette, faire péter les taux et rafler une super-méga-mise. C'est triste, non ? Pas pour eux en tout cas. En plus ce n'est que le début de la fête : la Grèce c'est un apéro, mais alors un petit apéro...Merci qui ? Merci les agences.

Les agences Standard & Poor's, Moody's et Fitch : une bande de bad boys incompetents (mais qui tiennent les grandes puissances par les c...)

Rien ne vaut une petite liste des grosses erreurs perpétrées par ces chères agences : des fautes graves en réalité, qui vaudraient licenciement immédiat si c'était un employé lambda qui les avaient commises. Mais dans leur cas, ce n'est pas possible, puisqu'elles se sont protégées depuis belle lurette par l'amendement de la constitution américaine qui défend la...liberté d'expression. Et ouais, elles estiment que leur note n'est qu'une opinion. On hallucine. Mais assez rigolé, démarrons par l'entreprise ricaine Enron : une super grosse boite spécialisée au départ dans l'exploitation du gaz et qui employait 22 000 personnes en 2001. On ne va pas faire tout l'historique d'Enron, mais en gros, la boite se met à faire du courtage, crée plus de 3000 sociétés offshore (vous avez bien lu, oui, oui, 3000) ce qui lui permet de se sur-endetter en douce (avec encore plein d'autres combines, mais faisons simple). L'entreprise Enron était en 2001, une boite totalement pourrie avec tellement de maquillages financiers et de crédits pourris en tout genre que n'importe quel étudiant de deuxième année d'économie aurait compris ce qu'il se passait. Et que font nos agences de notation ? Et

bien, 4 jours avant qu'Enron ne soit obligé d'annoncer sa faillite, elles lui donnent la meilleure note ! Whaouuuuuuu ! Mais ils sont trop au top chez Putois, Lunatique, Standard et Pauvres ! Vous imaginez le truc : les 3 agences de notation qui notent les plus grandes entreprises, et les Etats du monde entier, ne voient rien venir 4 jours avant qu'un des plus gros groupes industriels au monde ne déclare faillite ! C'est beau. Mais ce n'est pas fini. Si vous avez lu les articles sur les origines de la crise, vous savez que les produits dérivés de crédit, et plus particulièrement les subprimes, ont déclenché la crise bancaire de 2008 et continuent à nous faire du mal. Et bien, ce sont les agences Putois et compagnie qui ont aidé à leur montage en développant des modèles utilisés par les banques. Pour finir par aller encore plus loin : donner les meilleures notes à des produits bancaires complexes qui ont permis la catastrophe actuelle. C'est qu'elles ne se contentent pas de donner des notes aux grosses boites et aux Etats, les agences...La liste s'arrête là, mais elle pourrait être allongée avec bien d'autres exemples de notes totalement bidons et à côté de la plaque.

Et maintenant, on fait quoi ?

Tout le problème réside sur la capacité des dirigeants du monde libéral à les remettre là où elles devraient rester, les agences de notations : dans les fonds de cale du bateau à moitié coulé de l'hyper-libéralisme, à noter la qualité des nœuds de cravate de leurs cadres. Pas plus, pas moins. Le super capitaine du G20 devrait le faire, tiens par exemple, lui qui avait annoncé qu'il allait « moraliser le capitalisme, qu'il fallait sanctionner les agences de notation qui avaient bien noté les hedge-funds responsables de la crise, qu'il allait faire disparaître les paradis fiscaux... ». Moralisateur, l'homme aux talonnettes marié à une chanteuse de gauche qui s'habille en Vesace et Chanel, Moralisateur, le président-

rolex qui sauve le monde toutes les semaines n'a toujours rien fait : on se demande bien pourquoi ? Ceux qui ont une idée peuvent le faire ici, on transmettra. Mais quelque chose dans l'air fait pressentir que pas grand chose ne va changer côté mis au pas des agences. Il paraît plus simple d'affamer le peuple en lui retirant le maximum de choses, comme ça on paye les marchés avec les économies réalisées, et comme les marchés aiment les peuples affamés parce que leurs dirigeants payent rubis sur l'ongle, la boucle est bouclée. Santé !

Bonus 2 : BCE, Italie, Grèce : les pyromanes prennent le pouvoir

Pendant que les politiques, les « marchés » et les médias saluent le départ de Silvio, avec son remplacement par Mario, après celui de Trichet à la BCE remplacé lui aussi par un autre Mario, on cherche à comprendre en quoi cette valse des Marios va sauver l'euro, juguler la crise et nous empêcher de nous retrouver avec le même niveau de protection sociale que les Chinois.



Ca y est les marchés vont être « rassurés », ça va repartir, la bourse va grimper de nouveau, tout va rentrer dans l'ordre, l'euro, ce cher euro, va être sauvé et la crise de la dette résolue. C'est en gros ce qui est renvoyé à qui mieux-mieux depuis quelques jours avec l'arrivée à la présidence du conseil italien de Mario Monti et depuis le 1er novembre avec la prise de direction de la Banque Centrale Européenne (BCE) par Mario Draghi. C'est marrant, mais on a du mal à croire que deux types élevés au pays de Cosa Nostra vont te régler les problèmes

économiques structurels d'une union européenne agonisante en deux coups de cuillère à pot. On peut même se demander si ce n'est pas l'inverse qui risque de se produire, parce que les Marios, au delà de la boutade sur leur origine italienne (on ne mange pas de ce pain-là à reflets) ce sont surtout des types qui bouffent dans la gamelle ultra-libérale au point d'avoir été en responsabilités chez ceux-là mêmes qui nous ont pourri notre économie depuis trois ans (et bien plus que trois ans si on a lu les articles sur les origines de la crise). Ils pourraient bien être Finnois ou Mongols, les Marios, ce serait la même chose. Ce sont surtout d'ex-banquiers. Mais pas seulement, ni n'importe lesquels.

Petite visite guidée dans le CV du Mario N°1

A ma droite, Mario Draghi, nouveau boss de la BCE, celle qui produit de l'euro, décide des taux directeurs (c'est-à-dire les intérêts que touchent les banques qui refilent des euros à la dite BCE dans le cas des taux de refinancement, mais un article à lui seul est nécessaire pour expliquer correctement le fonctionnement de la BCE), décide des politiques de taux de change, gère les réserves de change, et au final est censée nous garantir la stabilité des prix, donc empêcher l'inflation (le truc qui hante les ultra-libéraux). Sa principale mesure au Mario, en arrivant à la tête de la BCE, deux jours après avoir pris son poste, le 3 novembre dernier, a été de baisser le principal taux directeur de 1,5% à 1,25%. Super ! Très fort, très chouette : les banques empruntent à moins cher de 0,25%, et c'est censé lutter contre la récession qui pointe. Bon, ok. Clap, clap, les marchés saluent ce geste de très grande envergure. Le reste des gens ne voit pas bien ce que ça va changer.

Mais qui est ce Mario Draghi, au juste ? Peut-on lui faire confiance ? Vaut-il agir dans un sens qui calmerait les ardeurs des super-spéculateurs ? On peut en douter très fortement, voire à l'inverse, on peut se demander

si le Mario de la BCE n'est pas un pyromane à qui l'on demande de venir diriger des équipes de pompiers. Parce que pendant 10 ans, en Italie, il a été chargé des privatisations au ministère du Trésor Public, il fut donc membre des conseils d'administration de pas mal de banques et d'entreprises qui sont devenues de gros acteurs financiers privés du « marché ». Mais ce cher Draghi a fait plus fort : il fut vice-président de la banque Goldman Sachs (branche européenne) de 2002 à 2005... Et là, niveau CV, ça coince un peu. Parce que Goldman Sachs c'est une banque géante, mais aussi un hedge-fund, conseil en fusions-acquisitions, commerce de biens, qui a vu son bénéfice dégringoler de 70% en 2008, un an après le début de la crise des subprimes. Puis qui s'est vue renflouer de 13 milliards de dollars par le biais de la FED. Mais encore pire, GS est soupçonné d'avoir maquillé la dette de la Grèce contre rémunération (300 patates en \$). Ah nous y voilà, les petites combines des acteurs du « marché » qui permettent de toucher plusieurs fois la mise, et qui, dans le cas de la Grèce, déclenchent un tsunami financier. Et on file la BCE à un type qui a participé à tout ça pour régler le problème auquel il a contribué ? Ben ouais. No problem.

Le Mario N°2, il est caaaaamé Léon...

Là, on vous en parle un peu plus dans les médias, parce que c'est difficile de le louper vu qu'il remplace super Silvio. Oui, Mario Monti (futur président du conseil italien), a aussi travaillé pour Goldman Sachs. Nooooooon ? Si, si. En 2005 il est embauché par GS comme conseiller international. Mais dans son cas, il y a encore mieux que d'avoir bossé pour les plus grands « escrocs financiers » de la planète (GS a été déclarée en juillet 2009 responsable de la plupart des « bulles » et des manipulations de marchés depuis 80 ans par l'écrivain politique Matt Taibbi dans le journal Rolling Stones) : le Mario N°2, désormais aux

manettes de l'Italie (après vote du parlement, mais ça ne saurait tarder), est membre du groupe Bilderberg et président de la branche Europe de la commission trilatérale dudit groupe. Et ça, on ne vous en parle pas. Mais qu'est-ce que c'est que ces trucs ? On va pas nous faire encore le coup des Illuminatis quand même ? Non, mais pas loin. Le groupe Bilderberg (du nom d'un hôtel où ces lascars se sont rencontrés la première fois en 1952, heureusement que l'hôtel ne s'appelait pas « Chez tantine », sinon ça aurait fait moins sérieux) est une réunion de types très importants qui bossent dans la politique, les (grosses) affaires, les médias, la diplomatie, disons tous les métiers qui peuvent faire « bouger la planète ». Mais ils ne sont qu'une centaine et quelques (on ne sait pas vraiment combien, l'auteur n'en fait pas partie bien qu'il essaye depuis pas mal de temps d'y entrer mais sa candidature n'a jamais été acceptée). Il est dit 130 membres. En tout cas, ils se réunissent sur invitation une fois par an, on ne sait pas trop ce qu'ils se disent, mais il semble qu'ils ont des idées assez précises et qu'ils tentent de les faire appliquer à l'échelle mondiale.

Le club Bilderberg c'est une sorte de Davos mystérieux, secret, dont les membres les plus éminents seraient par exemple : les banquiers de chez Rockefeller, les anciens directeurs de Goldman Sachs, d'anciens premiers ministres, d'anciens vices présidents de la commission européenne, des PDG de multinationales des télécommunications, de l'informatique, du pétrole, de banques, des anciens chefs de renseignements britanniques... Il est trop fastidieux de citer tous les profils présents, mais vous comprenez bien qui se réunit chaque année dans le club Bilderberg. Et pourquoi ? Oh, pas grand chose, des bricoles, juste installer un gouvernement mondial (d'après ceux qui ont cherché à savoir ce qu'ils manigancent). Le plan du club Bilderberg dévoilé par un journaliste à la fin des années 70 aurait été « *d'instaurer*

un gouvernement mondial dirigé par les Etats-Unis, qui comporterait l'abandon des souverainetés nationales, l'instauration d'une planification technique de l'économie, et l'établissement d'une monnaie internationale ». Le plus drôle est qu'en ce moment même on parle de « gouvernements techniques » pour la Grèce et l'Italie. Mais la partie croustillante est quand même que ce truc, censé être privé, confidentiel, informel, l'équivalent d'un club des fumeurs de pipe version politique et finance internationale a trouvé le moyen de se réunir en France à Versailles en 2003 et faire que notre bon président Jacquot fasse fermer le château pendant une semaine au public. Juste pour ces messieurs. Impressionnant isn't it ? Je vous passe la structure de la commission trilatérale, organisation créée par les gugus de Bilderberg en 1973 et qui bosse sur la mise en œuvre de la mondialisation par coopération entre trois zones clés du monde. Je vous laisse deviner quelles zones et avec quelles orientations.

On ne va pas rentrer dans des théories du complot quand même ?

Oh ben non, ce serait vraiment faire preuve de faiblesse intellectuelle. Et ce n'est pas notre tasse de thé à reflets, la faiblesse intellectuelle. Mais l'arrivée des Marios coïncide juste bien avec les événements créés par les Goldman Sachs et compagnie qui obligent à prendre des mesures terribles pour les peuples mais appétissantes pour les marchés. Et toutes ces « catastrophes » obligent à monter des « gouvernements techniques ». Et les Mario ils ont bossé pour GS. Et puis le Mario d'Italie est membre du club des maîtres du monde de Bilderberg, il est aussi président de son bras armé, la commission trilatérale. Et le premier ministre de Grèce, ancien vice-président de la BCE, ce cher Papademos, il a juste été conseiller économique de la Federal Reserve Bank de Boston et gouverneur de la banque centrale de Grèce. Une

valeur sûre ce Papademos. Comme les Marios. Rien que des banquiers mondialisateurs en chef. Pas impliqués plus que ça dans les décisions qui nous ont menées là où nous sommes, hein ? Non, juste rien qu'un peu. Et ils ont été élus par les populations le Mario N°1 et le Papademos ? Ah ben non. Zut, on avait oublié d'y penser. Oui, mais c'est la crise, on peut plus prendre le temps de laisser les gens voter, et puis ce sont des pompiers en chef. Laissons-les faire, ils connaissent bien le truc de l'incendie, ce sont eux qui ont participé à le déclarer...

